
**QUELLE GOUVERNANCE DES EAUX POUR QUELLE CONSTRUCTION
ÉTATIQUE DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS ? L'ÉTUDE DES
CONSTELLATIONS HYDROPOLITQUES DES EAUX DOUCES ET USÉES :
ENTRE ADAPTATION, FRAGMENTATION ET COLONIALITÉ**

Thèse de **Jeanne PERRIER**¹

Analysée par **Marie-Claude MAUREL**²

Directrice de thèse : Julie **TROTTIER**, Directrice de recherche CNRS, UMR Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement (ART-Dev)

Le thème de la gouvernance de l'eau en Cisjordanie, dans le contexte de l'occupation israélienne, est le point d'entrée d'une recherche en science politique qui cible l'analyse des relations de pouvoir entre les différents acteurs et les stratégies qu'ils élaborent en vue de contrôler la gestion de l'eau. « *L'eau étant perçue comme une ressource rare et disputée dans une région en conflit, elle devient un objet d'étude pertinent pour déconstruire les discours et analyser en profondeur les stratégies des acteurs impliqués dans sa gestion* » (p. 46). Dans cette perspective, l'auteure entreprend de décrypter les discours officiels sur l'eau qu'il s'agisse des documents de stratégie conçus par l'Autorité palestinienne (AP), ainsi que des plans avancés par les agences de développement, afin d'explorer les canaux par lesquels ces discours circulent et de quelle manière ils sont réceptionnés par la société palestinienne aux différentes échelles territoriales.

Pour asseoir sa démonstration, dans une première partie (pp. 35-148), l'auteure met en place les cadres théorique et méthodologique, en se référant aux apports conceptuels d'un ensemble de domaines d'étude apparus dans le monde anglo-saxon : les *Science and technology studies* (STS), la *political ecology*, les *subalterne studies*, les *post-colonial studies*, sans omettre l'intersectionnalité. En s'appuyant sur les écrits des fondateurs de ces approches qu'elle relie entre elles, l'auteure bâtit un espace de pensée dans lequel ses propres outils d'analyse vont trouver leurs fondements. Afin de repenser les relations entre l'État, la société et l'environnement, elle introduit la notion de « trajectoire décisionnelle de l'eau » qui illustre les processus de verticalisation à l'œuvre dans les réformes de la gouvernance de l'eau (pp. 53-54), et celle de « colonialité environnementale » (p. 56) qu'elle définit comme la façon dont

¹ Thèse de doctorat de l'Université Paul-Valéry Montpellier III, préparée au sein de l'École doctorale 60 « Territoires, temps, sociétés et développement » et de l'unité de recherche ART-Dev « Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement » (UMR 5281).

² Membre de l'Académie d'agriculture de France, section 4, « Sciences humaines et sociales ».

l'environnement est perçu et géré par une forme de gouvernement indigène (l'AP) ayant intégré les représentations coloniales de l'environnement et de sa gestion. L'intention est de saisir la complexité des relations de pouvoir et d'asymétrie entre l'ensemble des acteurs israéliens, palestiniens ou étrangers qui forment ce qu'elle appelle des « constellations hydropolitiques », une expression empruntée à Julie Trottier qui a dirigé la thèse. Ces rapports peuvent être lus comme autant de manifestations d'une violence intra-palestinienne, qui revêt une forme infrastructurelle lorsqu'elle s'applique aux outils de contrôle de la population par les institutions étatiques et/ou une forme épistémique, expression des hiérarchies de savoirs et de leurs effets (pp. 79-86).

Se référant à l'approche méthodologique de la « *grounded theory* » (Glaser, Strauss), la chercheuse aborde son terrain d'étude munie d'une grille de lecture théorique qu'elle mobilise pour sélectionner et interpréter un matériau empirique, puisé dans les documents de la littérature grise, recueilli au moyen d'entretiens semi structurés et d'une observation participante, à l'échelle de trois terrains cisjordanien, dans la région de Naplouse et la vallée d'Al Far'a (pp. 89-146). Au passage, l'auteure rend compte des conditions d'enquête vécues en territoires occupés, et de sa position singulière d'*outsider within* par rapport à la société palestinienne observée. Une fois mis en place, ce lourd appareil théorique et conceptuel, véritable dispositif d'argumentation, sert de synopsis aux trois parties suivantes qui constituent, à proprement dit, le corps de la thèse. La démarche inductive qui sous-tend l'enquête de terrain est de fait mise au service d'une validation d'une approche théorique relevant de la *critical political ecology*.

La deuxième partie explore la gouvernance de l'eau et de l'agriculture au prisme de l'efficience (p.149). Secteur clé du processus de formation étatique, l'agriculture est constituée en « objet de développement », selon l'expression de T. Mitchell (Chapitre 3). Les stratégies palestiniennes de réforme agricole construisent une image de territoire économiquement sous-développé permettant de justifier les interventions des agences de développement étrangères. Le poids de l'aide au développement dans la gouvernance de l'eau palestinienne, enjeu des relations entre l'AP et les bailleurs de fonds, dans le contexte du conflit israélo-palestinien, est mis en évidence. Dans la droite ligne du cadre théorique établi, les conflits pour les ressources sont vus comme des luttes idéologiques, d'où la place donnée aux discours et aux représentations, afin de démontrer que les problèmes sont construits en termes techniques, visant à justifier le mode de gouvernance de l'eau et de l'agriculture (Chapitre 3). L'auteure montre que l'efficience de la gestion de l'eau, présentée comme la solution à tous les problèmes, conduit à déposséder certains acteurs du pouvoir de décision sur la trajectoire matérielle de l'eau. Elle s'emploie alors à développer une lecture politique et historique du concept hégémonique d'efficience, comme produit du colonialisme. Pour rompre avec cette approche de l'efficience, source d'exclusion et de violence épistémique, il faut replacer les trajectoires de l'eau dans le contexte d'institutions telles que les régimes de tenure de l'eau et des infrastructures matérielles (canaux et canalisations) à travers lesquelles l'eau circule (Chapitre 4). Le chapitre suivant explore les trajectoires décisionnelles de l'eau et analyse le contenu du décret de 2014, réformant la loi palestinienne de l'eau adoptée en 2002, pour dévoiler les enjeux de pouvoir en lien avec les modifications institutionnelles introduites. La complexité des lois étatiques rendrait invisibles les acteurs locaux de la gestion des ressources, leurs stratégies et les dynamiques de pouvoir qui les affectent. Les politiques de

décentralisation cachent une dynamique de verticalisation des trajectoires décisionnelles de l'eau, qui menace les modes de gestion locale des ressources en eau.

La troisième partie considère la gouvernance des eaux usées à travers les effets politiques des stations de traitement des eaux usées et des projets de réutilisation après traitement. L'auteure explique comment la gestion unilatérale d'Israël impose à l'AP le financement de stations d'épuration frontalières ce qui a pour effet de déclencher en retour une stratégie nationaliste de l'AP, vis-à-vis de l'assainissement et de la réutilisation des eaux usées. Le chapitre 6 montre comment la construction des stations d'épuration et la réutilisation des eaux usées s'inscrit dans des stratégies de territorialisation. Les chapitres 7 et 8 analysent les projets de réutilisation des eaux traitées dans les périmètres de Naplouse-Ouest et de Naplouse-Est, en termes d'appropriation et de territorialisation, en vue de développer une agriculture irriguée tournée vers l'exportation. Les enquêtes de terrain montrent que l'autorité palestinienne et les agences de développement construisent des projets qui ignorent les caractéristiques de l'environnement, à la fois physiques (topographie, pédologie) et sociales (pratiques pluviales, activités non agricoles, associations de défense des terres). Illustrée par une cartographie des projets concrets, des vues aériennes commentées et d'intéressants clichés photographiques réalisés par l'auteure, cette partie témoigne de l'intérêt du travail de terrain lorsqu'il est mené au plus près des réalités concrètes.

La quatrième partie éclaire de quelle manière l'Etat palestinien négocie sa légitimité « au prisme de dynamiques endogènes : entre clientélisme, colonialité et fragmentation » (p. 519). L'auteure retrace le développement des stratégies individuelles de forages dans la vallée d'Al Far'a, conduisant à l'épuisement des sources gérées en communs (chapitre 9). Elle souligne la faiblesse des réactions des autorités israélienne et palestinienne vis-à-vis de ces forages illégaux, régularisés en 2010. L'Autorité palestinienne de l'eau (APE) qui a régularisé les forages antérieurs à 1990, manque de légitimité pour sanctionner les nouveaux forages et n'entend pas reproduire les formes de sanction propres aux autorités israéliennes. Le chapitre 10 aborde les stratégies d'adaptation des agriculteurs, dépossédés de leurs droits d'eau dans la vallée d'Al Far'a, sous l'effet des brutales transformations provoquées par les investissements dans le secteur de l'agrobusiness et par le boom d'une gentrification en milieu rural. Les discours de contestation recueillis dans le cadre des entretiens révèlent le sentiment d'abandon et le profond mécontentement des populations à l'égard des bailleurs de fonds, des intermédiaires locaux et de l'AP, dont ils dénoncent le clientélisme, la corruption et la colonialité. Ce dernier chapitre témoigne de la complexité des relations sociales et des rapports de pouvoir au sein d'une société palestinienne fragmentée.

De cette longue étude de science politique qui accorde la priorité à l'analyse de discours, on retiendra l'intérêt d'une étude des rapports de pouvoir déployée à plusieurs niveaux d'échelle, du global au micro-local, ainsi que l'utilité de la restitution des matériaux de l'enquête de terrain, sous forme de cartes originales et de photographies expressives des réalités concrètes.

On regrettera la lourdeur de l'habillage conceptuel, les redites et reformulations des mêmes idées clé qui viennent marteler une pensée qui se voudrait critique en se référant au courant de l'écologie politique.

Cet important travail de science politique, appliqué à une ressource fondamentale pour l'agriculture, avec toute sa complexité rapportée dans cette analyse, justifie qu'elle figure sur le site de l'Académie d'agriculture de France.